Programme (1) ...

Sawt al-Umma, 25 octobre 1946.

Que pourraient donc être ces difficultés — celles qui touchent à notre politique intérieure, auxquelles M. Bevin a fait allusion alors même qu'il s'adressait à la Chambre des communes britannique mardi, et qu'il a dites faire obstacle à l'aboutissement des négociations ?!

On a dit hier que les responsables du ministère des Affaires étrangères ne souhaitaient pas s'étendre sur l'interprétation de cette allusion faite par le secrétaire d'État britannique devant la Chambre des communes britannique. Il est naturel que les responsables du ministère des Affaires étrangères n'aiment pas ce genre de précision, et ne souhaitent pas s'y impliquer, car ils comprennent, avant tout, que le Premier ministre égyptien, qui s'est présenté à eux comme un homme habile et perspicace, se contente d'allusions plutôt que de déclarations, de signes plutôt que d'énoncés, de généralités plutôt que de détails. Ils savent, en second lieu, que la politique étrangère a son propre langage international, qui repose plus sur le symbole et le geste que sur le fait de mettre les points sur les i. Et ils savent, en troisième lieu, que les difficultés touchant notre politique intérieure ne sont pas leur affaire, ou ne devraient pas l'être, et ils ne souhaitent pas s'y impliquer, de peur qu'on ne retienne contre eux qu'ils désirent l'indépendance égyptienne et s'ingèrent dans ce qui n'est pas de leur ressort. Il n'est donc pas étrange que M. Bevin se soit contenté de sa brève allusion.

Il n'est pas étrange non plus que les responsables du ministère des Affaires étrangères évitent de préciser ou d'interpréter cette allusion ; mais ce qui est étrange, si quelque chose venant de notre étrange Premier ministre peut encore être qualifié d'étrange, c'est que Sidqi Pacha ne comprenne pas cette allusion, et ne ressente aucun regret pour son insistance à poursuivre les négociations malgré ces difficultés touchant notre politique intérieure, et ne ressente aucune trace de honte — et j'ai presque dicté un mot plus dur que celui-ci — à l'idée qu'une telle allusion soit faite devant la Chambre des communes britannique, faite par le secrétaire d'État britannique lui-même.

Et Sidqi Pacha réside à Londres, où il s'est rendu en rejetant tout conseil, en se détournant de toute recommandation, en négligeant toute difficulté, sans se soucier de ce qui pourrait lui être dit à Londres, ni de ce qui pourrait être dit de lui à Londres.

Quand il se décide, il place sa résolution devant ses yeux, et écarte toute mention des conséquences ;
il ne consulte personne d'autre que lui-même dans son propre avis, et n'accepte d'autre compagnon que la garde de l'épée.

Il est tout à fait clair que l'ancien poète arabe ne pensait pas à un homme qui porte les fardeaux de la politique internationale, et qui dirige un gouvernement responsable devant le parlement d'abord et devant le peuple ensuite, parce qu'il gouverne, comme on dit, à l'ombre d'un ordre démocratique ; il pensait plutôt à lui-même en tant qu'individu jouissant de la pleine liberté de risquer ses propres intérêts, et de jouer sa propre vie s'il le voulait. Un tel homme peut donc fort bien se dispenser de penser aux conséquences et ne consulter que lui-même, et se glorifier de la garde de son épée pour se défendre lui-même et défendre sa propre opinion, s'exposant à tous les dangers que sa propre intransigeance pourrait lui attirer. Mais ceux qui dirigent les gouvernements, et à qui est confié le destin des nations, et qui sont responsables de tout ce qu'ils disent et de tout ce qu'ils font, et qui sont tenus de rendre compte de chaque erreur s'ils se trompent, et de chaque tort s'ils font du tort — ceux-là doivent, avant toute chose, penser aux conséquences avant de parler et avant d'agir ; et s'ils ne le font pas, ils sont coupables envers leur propre patrie. Et ceux-là ne doivent pas se consulter eux seuls dans la formation de leurs opinions, mais doivent plutôt consulter d'autres — ceux à qui l'ordre démocratique a confié la charge des intérêts du peuple : les sénateurs, les députés, les ministres, et la délégation des négociateurs — et doivent soit exécuter leur décision collective et se soumettre à leur jugement, soit démissionner ; et s'ils agissent tyranniquement sans eux et se contentent de ne consulter qu'eux-mêmes dans leurs opinions, ils sont coupables envers leur propre patrie. Et ceux-là ne doivent pas s'appuyer sur la seule garde de l'épée — ils ne doivent même pas s'appuyer sur la garde de l'épée, sauf pour poursuivre ceux qui répandent la corruption sur la terre, mettent en danger la sécurité des gens, et ôtent la vie et répandent le sang sans droit.

Pour poursuivre ces seuls hommes, et pour repousser un ennemi envahisseur, le chef du gouvernement peut s'appuyer sur la garde de l'épée, dans les limites de la loi, et avec l'autorisation de la justice et des autorités compétentes. Mais dans la conduite de la politique intérieure et extérieure, la garde de l'épée n'a aucune valeur et aucune utilité, et ceux qui s'appuient sur la garde de l'épée en ces matières commettent la tyrannie et se rendent coupables envers leur propre patrie. Et pourtant

nous avons vu Sidqi Pacha poursuivre ce qu'il voulait rompre, et renouveler ce qu'il voulait laisser s'user, et voyager à Londres pour maintenir en vie ces négociations, sans aucun égard pour l'opinion du peuple, ni pour l'opinion du Parlement, ni pour l'opinion de ses propres collègues négociateurs, ne mentionnant aucune conséquence, n'y songeant pas, ne se souciant en rien de l'effet de ces conséquences sur les droits de l'Égypte et sa réputation ; il s'est consulté lui-même, et son propre avis lui a conseillé de voyager, et il a voyagé, n'emportant avec lui que la garde de l'épée — il a suspendu l'enseignement dans tous les établissements d'éducation pendant un mois, a interdit aux Égyptiens de se réunir et de prononcer des discours, et a tiré contre les journaux une épée de crainte, afin que nous ne disions pas ce que la loyauté envers la patrie leur impose de dire !

Nous ne nous trompons donc pas en supposant que ce vers arabe ancien aurait presque pu être composé sur notre Premier ministre — cet homme qui impose tyranniquement sa propre volonté en des matières où il n'a nul droit de l'imposer, qui met le peuple entier de côté, sur une étagère, puis qui dispose de ses intérêts, de ses droits, de sa réputation et de sa dignité exactement comme lui-même le veut, et non comme le veut ce peuple — un peuple enchaîné, incapable de bouger ; bâillonné, incapable de parler ; un peuple sur qui se sont déchaînées toutes les variétés de la crainte, au point qu'il peut à peine encore penser.

Quelle étrangeté y a-t-il donc dans l'indifférence de Sidqi Pacha à ce que les Anglais pourraient lui dire à Londres, ou à ce que les Anglais pourraient dire de lui à Londres, ou à cette allusion que M. Bevin a faite devant la Chambre des communes britannique mardi ?!

Ce qui nous importe maintenant n'est pas de savoir si Sidqi Pacha tient compte de cette allusion ou non, car l'Égypte a désespéré de Sidqi Pacha depuis longtemps déjà ; et il ne nous importe pas davantage de savoir si les Anglais, à qui M. Bevin s'adressait, saisissent les détails de cette allusion ou non, car nos revendications sont claires, notre position est franche, et notre parole est décisive. Et ceux qui ont besoin de nous doivent suivre la voie qui leur permette de nous entendre et de nous parler.

Ce qui ne nous importe donc pas, c'est la position de cette allusion auprès de Sidqi Pacha ou des Anglais ; ce qui nous importe, c'est sa position auprès des Égyptiens eux-mêmes, car c'est eux que concerne la question des droits égyptiens, et c'est eux qui devraient avoir le dernier

mot en tout ce qui touche à ces droits.

Cette allusion, si elle indique quelque chose, indique que ce peuple égyptien, auquel Sidqi Pacha a interdit de se réunir et de parler, et de jouir de sa liberté politique comme en jouissent les peuples civilisés et démocratiques — ce peuple enchaîné, bâillonné, restreint en tout — a néanmoins réussi à triompher de Sidqi Pacha et de M. Bevin, et de tous ceux qui voulaient qu'un traité fût conclu entre la Grande-Bretagne et l'Égypte, un traité que les Égyptiens n'accepteraient pas et dont ils n'auraient eu aucune part à l'étude des détails et des particularités.

Car si Sidqi Pacha avait véritablement représenté le peuple égyptien et joui de sa confiance et de son soutien, ces difficultés intérieures qui font obstacle à l'aboutissement des négociations ne seraient jamais apparues, et M. Bevin n'aurait jamais eu besoin d'y faire allusion devant la Chambre des communes.

Et si Sidqi Pacha avait représenté le peuple égyptien même de manière approximative, et avait parlé au nom de quelque fraction respectée de ce peuple, il aurait été possible pour lui et pour M. Bevin de se détourner de ces difficultés, si elles étaient apparues, et de s'appuyer sur cette minorité influente pour cacher ces difficultés à l'opinion publique mondiale, et pour tromper le peuple égyptien sur lui-même et sur son propre droit, et pour le contraindre à accepter ce qu'il ne veut pas. Mais Sidqi Pacha ne représente ni le peuple ni aucune fraction du peuple, grande ou petite ; il ne représente même pas ses propres collègues ministres, ni même ses propres collègues négociateurs — il ne représente que lui-même, et lui seul. Et c'est pour cela que les difficultés intérieures sont apparues, et c'est pour cela que le secrétaire d'État britannique s'est inquiété de pousser les négociations jusqu'à leur but, et c'est pour cela que le secrétaire d'État britannique a déclaré cette inquiétude devant la Chambre des communes britannique.

Les Égyptiens réclament leurs droits, et ne se satisferont pas avant de les obtenir en entier. C'est un droit véritable ; mais les Égyptiens refusent d'être gouvernés par un individu ou une poignée d'individus, égyptiens ou anglais. Et par leur refus, leur constance, et leur insistance à n'accorder leur confiance qu'à ceux sur qui ils peuvent compter et avec qui ils se sentent en sécurité, ils ont réussi, par tout cela, à empêcher Sidqi Pacha de signer un traité qui ne convenait ni à leurs droits ni à leur dignité, et ils ont réussi, par tout cela, à faire sentir à la Grande-Bretagne que les traités n'ont aucune valeur s'ils ne sont pas acceptés par les

peuples, même s'ils le sont par les gouvernements. Ce n'est pas une mince victoire. C'est, sans aucun doute, une victoire négative — mais c'est une victoire négative aujourd'hui pour devenir une victoire positive demain.

Les Égyptiens n'ont donc qu'à être résolus, déterminés, et à s'accrocher à ce mot unique auquel, dans une telle situation, seul un peuple noble peut s'accrocher — le mot « Non » …

Sidqi Pacha doit entendre ce mot, absent ou présent, endormi ou éveillé, content ou indigné ; M. Bevin doit l'entendre, qu'il réside à Londres ou qu'il voyage vers New York ; et le monde entier doit l'entendre, dans toutes ses doctrines politiques et tous ses systèmes de gouvernement différents : l'Égypte ne veut pas envisager un traité avec les Anglais avant que l'évacuation et l'unité de la vallée du Nil ne deviennent une réalité établie ; l'Égypte ne veut pas que sa langue soit parlée, ni que son nom soit invoqué, dans les affaires touchant sa politique étrangère avec quelque État que ce soit, sauf par ceux qui jouissent de sa confiance et portent les fardeaux du gouvernement par suite d'une élection libre, non soumise à la force et à la violence, et non exposée à la fraude et à la falsification ; l'Égypte ne veut pas que ses droits deviennent un objet de marchandage, quels que soient les négociateurs, et quelles que soient les circonstances qui appellent ce marchandage ; l'Égypte ne veut pas risquer ses propres intérêts et son avenir, et jouer le sang de ses fils au service d'un quelconque État, que cet État se trouve en Orient ou en Occident. Et l'Égypte ne veut conclure aucun accord ici ou là avant d'avoir recouvré ses droits dans leur plénitude, de jouir de son indépendance, et de pouvoir dire oui ou non d'une volonté et d'un consentement que n'impose ni l'étranger par une armée d'occupation, ni l'Égyptien par la garde d'une épée.

Le programme égyptien, en ces jours, doit être ferme et résolu, lumineux et tranchant, et aussi bref que la brièveté elle-même le permet ; que nul n'ait de peine à le comprendre, et que nul n'ait d'effort à faire pour le prononcer. Ce n'est qu'un seul mot court, aussi court qu'un mot puisse l'être, aussi ferme qu'une expression puisse l'être : le mot « Non » — un mot qui doit résonner à travers chaque recoin de la vallée, de son extrémité la plus méridionale à son extrémité la plus septentrionale, de son extrémité la plus orientale à son extrémité la plus occidentale. « Non » doit être le mot de ralliement des Égyptiens, jusqu'à ce que Dieu accomplisse une chose déjà décrétée.